

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et la Mutualité Française Grand Sud gestionnaire de structures Petite Enfance - Avenant - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain.

Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un « *Service Montpelliérain de la petite enfance* » autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés.

Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Cette « *contractualisation* » pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance, en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire.

La Mutualité Française Grand Sud est déjà signataire d'une CPOM pour la gestion de son établissement « *Les Petites mayas* » sur la période 2024-2026.

Dans le cadre d'un appel à projets lancé par la Ville en date du 7 novembre 2024, la Mutualité Française Grand Sud a été retenue pour la mise à disposition de locaux situés au 6 rue Boussinesq pour l'exploitation de la crèche Henri-Salvador d'une capacité d'accueil de 89 places. Afin de soutenir le fonctionnement de cette crèche gérée par un opérateur à but non lucratif et conformément à la délibération de principe du 11 décembre 2023, la Ville propose de passer un avenant à la CPOM existante avec la Mutualité Française Grand Sud pour la gestion de cet établissement sur les bases suivantes :

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2025
Crèche Henri Salvador	89	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des 4 paliers dès 2024 ; - Création d'un projet « <i>biophilique</i> » pour éveiller les sens et favoriser le bien-être des enfants à travers notamment la sensibilisation à la nature (sorties en plein air, exploration de l'environnement naturel, jardins potagers...), l'apprentissage par l'expérience pour stimuler la curiosité et la créativité, le bien être émotionnel par la création d'espaces calme et apaisants favorisant la relaxation et la concentration ; - Mise en place du projet « <i>L'Art d'expérimenter</i> » avec la proposition d'ateliers divers autour du chant, de la lecture, de spectacles, d'activités d'arts plastique et de marionnettes afin de rendre l'Art accessible aux tout-petits et de développer leur langage ; - Participation de la crèche au festival de l'éveil organisé par la Ville ; - Inscription de la crèche dans une démarche Ecolo crèche® ; - Mise en place d'actions de soutien à la parentalité par l'implication notamment des familles dans la vie de la crèche (renforcer les relations et la communication entre les parents et les professionnels, participation aux sorties, ateliers-parents, cafés parents autour d'action de sensibilisation sur la prévention et la promotion de la santé). 	178 000 €

Les modalités du financement municipal de cette nouvelle action ainsi que les obligations du gestionnaire associatif sont précisées dans l'avenant n°1 de la CPOM déjà conclue entre la Mutualité Française Grand Sud et la Ville de Montpellier et annexé à la présente délibération.

L'avenant est conclu pour une durée de 23 mois, soit du 1^{er} février 2025 au 31 décembre 2026. Les clauses et conditions de la CPOM initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour la période 2025-2026 entre la Ville de Montpellier et la Mutualité Française Grand Sud ;
- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité de la crèche Henri-Salvador gérée par La Mutualité Française Grand Sud ;
- D'approuver le montant de la subvention complémentaire à verser au titre de l'année 2025 au profit de l'association précédemment citée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 de la CPOM et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n1 CPOM 2024-2026 VF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-288726-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

AVENANT N°1
CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'union de mutuelles Mutualité Française Grand Sud, dont le siège est 425 Quai Louis le Vau, 34264 Montpellier cedex 2, représentée par son sa Directrice Générale, Hélène CLUET, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 27 juin 2024, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300

places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant définit le partenariat conclu entre la Ville et L'union de mutuelles Mutualité Française Grand Sud dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la gestion de l'établissement d'accueil du jeune enfant suivant :

- crèche Henri Salvador située au 6 rue Boussinesq à Montpellier (89 places)

Dans ce cadre, il vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ 1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ 2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION / UNION DE MUTUELLES

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTELLIERAIS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- ☐ **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- ☐ **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ 1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

La crèche « Henri Salvador » souhaite s'engager à compter de 2025 sur les 4 paliers du Guichet unique

□ 2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques

○ Proposer une crèche biophilique

Qu'est-ce qu'une crèche Biophilique ?

Une crèche Biophilique pour éveiller les sens et favoriser le bien-être. Une crèche biophilique comme réponse innovante et nécessaire qui met l'accent sur la connexion entre les enfants et la nature, le quartier, la ville.

Le terme "biophilie" désigne l'amour de la vie et des systèmes vivants. Elle vise à s'intégrer naturellement dans le quartier, la ville comme lieu ressource faisant partie de l'écosystème.

Les 5 Principes inspiré des Pédagogies biophiliques et d'éducation en plein air :

1. Apprentissage par l'Expérience : Les crèches biophiliques favorisent l'apprentissage par l'expérience. Les enfants sont encouragés à explorer leur environnement naturel, à toucher, sentir et observer. Cette approche pratique stimule leur curiosité et leur créativité.
2. Sensibilisation à la Nature Les activités pédagogiques incluent souvent des sorties en plein air, des jardins potagers, et des projets de conservation. Cela permet aux enfants de développer un lien émotionnel avec la nature, tout en apprenant des concepts scientifiques de base.
3. Bien-Être Émotionnel : Les environnements naturels ont un impact positif sur le bien-être émotionnel des enfants et des professionnels. Les crèches biophiliques intègrent des espaces calmes et apaisants, favorisant la relaxation et la concentration. Ces espaces contribuent à réduire le stress et l'anxiété. Ces espaces peuvent être inspirés des espaces snoezelen mais aussi des espaces aux décors immersifs (neige, forêts.) grâce à un vidéo projecteur et élément sonore de bruits blancs correspondant aux saisons
4. Collaboration et Communauté : La pédagogie biophilique encourage le travail d'équipe et la collaboration. Les enfants apprennent à respecter et à apprécier les contributions des autres, tout en développant des compétences sociales essentielles.
5. Créativité et Expression : L'intégration de la nature dans l'apprentissage stimule la créativité. Les enfants sont encouragés à s'exprimer à travers l'art, la musique et d'autres formes de créativité, souvent inspirées par leur environnement naturel.

Les bénéfices d'une pédagogie biophilique, et d'une pédagogie par la nature

- Les crèches biophiliques offrent de nombreux avantages aux enfants :
- Développement cognitif : L'exploration de la nature stimule le développement cognitif, favorisant la curiosité et la pensée critique.
- Compétences sociales : Les activités de groupe renforcent les compétences sociales et la capacité à travailler en équipe.
- Conscience environnementale : Les enfants développent une conscience écologique dès leur plus jeune âge, les préparant à devenir des citoyens responsables.
- Santé physique : Les activités en plein air encouragent l'exercice physique et un mode de vie actif. Tout est mis en place pour que l'enfant grandisse dans un environnement sain

Concrètement pourront être proposé :

- L'Exploration sensorielle : En créant des petits coins de nature avec des éléments comme des feuilles, des fleurs, des cailloux et de l'herbe. Les enfants pourront toucher, sentir et observer ces éléments. Cela stimule leurs sens et leur curiosité.
- Les Promenades en plein air,
- Le Jardinage simple : plantez quelques graines dans des pots. Les enfants peuvent aider à arroser les plantes et observer leur croissance. Cela leur enseigne la patience et le cycle de la vie.
- Des Bacs sensoriels : Remplir avec de la terre, des petits cailloux, des fleurs séchées ou des herbes. Les enfants peuvent jouer avec ces matériaux, ce qui favorise leur exploration tactile.
- L'observation des animaux : les oiseaux ou les insectes à l'extérieur, mais également à l'intérieur avec des terrariums adaptés et conçu pour l'observation des fourmis, l'escargotière les kits à papillons, ... mais aussi en proposant des activités de médiation animales proposées par des professionnels.
- l'Art avec des éléments naturels : land art, loose part, inspirer de pédagogie Reggio, en mettant à contribution les familles qui peuvent rapporter de leur ballade des éléments trouvés en nature. Peinture avec des éléments naturels : Utilisez des feuilles, des fleurs ou des branches comme pinceaux. Peinture aux épices, au chocolat, aux herbes pour colorer. Collages de matériaux.
- Jeux de rôle simples avec les jeux symboliques : jouets de cuisine, des poupées. Les enfants peuvent jouer ensemble en imitant des scénarios de la vie quotidienne, ce qui favorise l'interaction et la collaboration.
- Activités artistiques en groupe : Les enfants peuvent dessiner ou peindre ensemble, ce qui leur permet de partager des idées et de créer ensemble. Création de mobiles naturels avec des feuilles, des plumes, des fleurs séchées
- Parcours de motricité : Créez un petit parcours avec des coussins, des tunnels ou des objets à franchir. Les enfants peuvent s'entraider pour traverser le parcours, ce qui favorise la collaboration et le soutien mutuel. Les mots des actions aident à comprendre des notions « passer dessous, dessus, monter... »

• **Démarche visant le label Ecolo crèche®** : c'est une démarche de management de la qualité environnementale qui aboutit à une labellisation. Les objectifs de cette démarche sont de :

- Améliorer la qualité de vie des enfants accueillis et des équipes (leur santé et leur bien-être)
- Mettre en place des pratiques plus respectueuses de l'environnement
- Reconnecter les enfants à la nature et les sensibiliser à l'environnement
- Engager collectivement tous les acteurs de la crèche dans un projet innovant et fédérateur
- Répondre à une demande sociétale
- Anticiper certaines réglementations

La démarche Ecolo crèche® s'inscrit dans la bienveillance qui permet une totale liberté de choix dans les thèmes d'actions engagés par la crèche.

Cette démarche est reconnue par la CAF comme vecteur d'indicateurs de qualité d'accueil.

Comme l'a écrit Sophie Marinopoulos, psychologue/psychanalyste, en participant à un colloque en juin 2024 en lien avec Ecolo crèche® « *Nous en train d'essayer ensemble de remettre l'humain à sa juste place, de redéfinir notre relation au vivant et de nous rappeler que nous évoluons tous ensemble pour participer à l'habitabilité de la Terre* ».

Repas produits sur place : l'offre de Mutualité Française Grand Sud comprend un gage de qualité avec des repas produits sur place et comprenant 30 % de produits Bio par jour et 50 % de produits durables. Cette production sur place est déléguée à un prestataire spécialisé en petite enfance Api Restauration. Ce prestataire, société à missions, mène une politique engagée de prévention du gaspillage alimentaire. Cette organisation permet de positionner la direction et direction adjointe dans leurs missions essentielles sur l'accompagnement des familles et non dans le suivi des factures des achats des denrées alimentaires.

O Soutien à la parentalité : prendre soin du parent

Les valeurs de Mutualité Française Grand Sud portent un accueil de toutes les familles, en respectant les principes de laïcité.

L'accueil d'enfants à besoins spécifiques dont le handicap, est préparé par la référente Santé et Accueil inclusif et la direction de la crèche, ainsi que les partenaires du territoire.

Les projets de la crèche soutiennent le parent dans sa fonction parentale : jouer avec son enfant, partager un livre, une musique, ... Ils permettent de lutter contre les inégalités sociales.

Pour compléter ce soutien parental, Mutualité Française Grand Sud axe son projet sur le « prendre soin du parent ».

Il faut profiter du lieu RESSOURCE qu'est la crèche pour favoriser un temps possible accordé de « lâcher prise » aux parents.

C'est une dynamique qui fait partie intégrante de la crèche : il s'agit de considérer qu'une partie du budget pédagogique, peut être consacré à accompagner les parents à se sentir mieux, se sentir bien.

Parier sur des parents qui sont mieux dans leurs corps, dans leur esprit, c'est parier sur un bénéfice pour leurs enfants aussi.

La crèche peut ainsi limiter le stress du parent à courir partout pour être à la fois, parent et adulte et simplement l'accompagner dans sa globalité et pas seulement « être parent ».

Cet accompagnement des parents au « bien-être » est réalisé par le choix d'intervenants extérieurs, qui vont être dans une dynamique de santé positive pour les parents : initiation à la réflexologie plantaire, renforcement musculaire, sophrologie, yoga, ... Ces interventions sont ponctuelles et ont lieu sur une partie de l'année.

Cet accompagnement est renforcé par un recours individuel ponctuel à la psychologue vacataire de l'établissement. Son intervention n'a pas de vocation thérapeutique. De même que des ateliers de prévention et promotion de la santé.

Tous ces accompagnements sont gratuits pour les parents.

Enfin, comme lieu RESSOURCE, la crèche quartier Cévennes est un lieu de participation active des parents : lors de journées portes ouvertes, fêtes de fin d'année, café-parents, sorties culturelles... C'est un lieu de mise en avant de leurs compétences : musicien, arts plastiques, cuisine.

Cette présence peut s'entendre également par la mise place d'un conseil de crèche pour les parents volontaires : lieu de discussion et d'échanges sur les projets.

o L'Art d'expérimenter

Dès sa naissance, le bébé libère un potentiel créatif qui va l'amener à découvrir le monde à travers différents biais. Tous ses sens vont être mis au service des éléments qui l'entourent. Son rapport à l'autre, aux autres, au jeu, à la nature et à ce que les adultes mettront en place pour lui, l'aideront à s'approprier la vie et à se constituer des repères.

Le chant, la lecture, les spectacles, les marionnettes, les arts plastiques représentent un panel de découvertes en termes d'éveil et constituent des outils permettant au jeune enfant de rythmer son quotidien. Tout cela le pousse également à développer le langage, élargir son imaginaire et son inventivité. Le patrimoine culturel dont nous disposons est ancré en nous, nous le transmettons aux enfants afin de les inscrire dans une appartenance sociale et culturelle qui leur apporteront des bases solides ; des fondations qui vont structurer leur base psychique, leur apporter un équilibre et les aider à grandir et à s'épanouir.

« Pour bébé tout est langage, corps, jeu, expérience. » explique Sylviane GIAMPINO (Psychanalyse et psychologue pour enfants).

Dans cette crèche, l'Art à sa place. L'équipe a pour objectif de le rendre accessible aux plus petits en tenant compte des possibilités des jeunes enfants. Pour se construire le jeune enfant a besoin d'évoluer dans un environnement riche et nourrissant. L'art suscite des émotions, sensations différentes pour chacun. Dans la crèche, ce projet va permettre à chaque enfant d'expérimenter, explorer librement le monde qui l'entoure grâce aux différents outils et supports qu'ils lui seront proposés. Ces expériences feront appel à leur sens et émotions.

Ce projet pensé en équipe, où la place de l'adulte est essentielle. Un adulte « phare », disponible pour accueillir les émotions de l'enfant, proposant un environnement riche, sécurisé et répondant aux besoins de chacun. Les locaux disposent d'une salle de peinture facilitatrice.

La place des familles est aussi importante, il est essentiel qu'elles prennent une place intégrante et réfléchie dans ce projet (temps de partage, d'échange, intervention...).

Il est nécessaire se réaliser dans un esprit ludique et l'enfant découvre en s'amusant. L'objectif n'est pas le rendu mais le plaisir que l'enfant aura pris à explorer.

L'implication de tous (professionnels/parents/enfants) prouve que l'Art constitue un outil majeur pour le développement des enfants, pour la prévention des inégalités sociales, pour la valorisation des parents et des professionnels de la Petite Enfance, pour la communication parents/professionnels

Les objectifs de ce projet peuvent se décliner comme suit.

Les familles :

- En impliquant les familles dans le projet, l'équipe apprend à les connaître, crée un lien de confiance.
- Le support des transmissions est plus qualitatif
- La relation enfant/parent est soutenue
- Le parent prend confiance

Les enfants :

- Pouvoir expérimenter, explorer librement.
- Exposés à des expériences multiples et variées, leurs sens vont être sollicités.
- Éprouver des émotions accueillies et reconnues par l'adulte.
- Leurs connexions neuronales s'en trouveront naturellement multipliées (réf : nouvelles recherches neurosciences)
- Développer son imaginaire et sa créativité.
- L'essentiel : l'enfant s'amuse ! rêve ! expérimente !

Les professionnels

- Impliquer les équipes, les motiver.
- Créer du lien avec d'autres crèches autour d'un projet commun (favoriser les échanges)
- Amener l'équipe à penser le projet éducatif
- En partant de l'enfant et de l'adulte qui est en nous, développer son imaginaire et sa créativité.
- Impliquer les professionnels dans l'observation de l'enfant, l'écoute de leurs besoins.
- Former des professionnels au développement de projets artistiques et culturels
- Bien être, ressentir, lâcher prise, confiance en soi, confiance en l'autre (équipe), confiance en l'enfant, apprendre à se connaître.
- Des professionnels épanouis = Des enfants et familles bien accueillis.
- Faire du lien avec le projet « Ecolo crèche® »

Festival de l'éveil des Tout Petits à Montpellier

Naturellement, le Festival de l'éveil des Tout-Petits mis en place par la ville de Montpellier, est un moment phare pour la crèche quartier Cévennes dans sa pratique des Arts et de la culture.

La crèche participera et incitera les familles à participer à ce festival et les autres festivals potentiels notamment sur la parentalité.

Mutualité Française Grand Sud partage les ambitions de ces festivals tant dans l'apport des arts de la culture auprès du jeune enfant, que dans le soutien à la parentalité qu'ils représentent avec pour ambition de développer auprès des parents l'envie « de faire » avec leurs enfants des jeux simples et activités artistiques.

Cela accompagne également les ambitions de Mutualité Française Grand Sud sur la prévention et promotion de la santé.

O La prévention et promotion de la santé

La santé des familles et des enfants est au coeur du fonctionnement de la crèche quartier Cévennes. La présence d'une infirmière dans la crèche ayant des temps de détachement pour accompagner la santé des enfants est organisé par le gestionnaire et avec la direction adjointe en référente Santé et Accueil inclusif également.

La santé passe aussi par la Prévention et Promotion de la santé.

Mutualité Française Grand Sud et son partenaire Mutualité Française Occitanie (union régionale mutualiste) ou son propre réseau Ecouter Voir, ainsi que des partenaires à rechercher, sont à même de proposer aux familles des animations ponctuelles de prévention sur :

- Prévention des écrans
- L'alimentation du jeune enfant
- La santé buccodentaire et santé auditive
- Yoga parents/enfants
- Motricité du jeune enfant
- Prévention des risques solaires et notamment sur les yeux et routiers
- Prévention des noyades
- Prévention des accidents domestiques
- Mais aussi : sommeil, produits ménagers naturels
- Deux autres sujets sont à mettre en avant comme nouvelles actions de prévention :
- La gestion des émotions des parents : comment prévenir les situations impactant la santé mentale des familles ?
- Les bienfaits de la connexion à la nature pour l'enfant : accompagner pédagogiquement le parent à comprendre l'intérêt pour son enfant d'être connecté à la nature, même s'il pleut dehors

Cette partie du projet de Mutualité Française Grand Sud donne :

- Des équipes sensibilisées sur les questions de prévention santé
- Des professionnels légitimés pour conseiller les familles
- Des parents soutenus dans leur compétence parentale en lien avec la santé
- Des enfants sensibilisés à la santé dès le plus jeune âge

O La qualité de vie au travail

Il est à noter que Mutualité Française Grand Sud propose 3 journées pédagogiques pour la crèche permettant de consacrer une journée au projet d'établissement travaillé en équipe et une à deux journées de formation externe sur les thématiques suivantes : en lien avec les arts et culture, le langage, l'interculturalité, le handicap, l'éducation de plein air dès la petite enfance, la dynamique d'équipe...

La formation des professionnels répond à leur besoin de valorisation, Elle répond à leur capacité à progresser dans l'accueil de l'enfant et de sa famille par l'amélioration de ses compétences.

La qualité de vie au travail des équipes passe par le soutien à la fonction managériale : tant dans le parcours d'accompagnement de la direction de la crèche à sa prise de fonction par le pôle Famille de Mutualité Française Grand Sud et tout au long de sa fonction. L'analyse des pratiques professionnelles managériales proposée par Mutualité Française Grand Sud à toutes ses directions, sur un temps de 2.5 h environ, 5 fois par an, permet à la direction d'y déposer une problématique et de repartir avec des outils, des conseils pour résoudre (au mieux) ou atténuer la problématique.

La politique sociale petite enfance de Mutualité Française Grand Sud accompagne chaque salarié.e dans la crèche et véhicule les grands principes suivants :

- Être exemplaire et valoriser l'engagement humain
- Accompagner les salarié.es tout au long de leur parcours
- Animer une politique RH responsable, source d'évolution professionnelle
- S'engager concrètement pour le pouvoir d'achat
- Amener de la « sérénité » tout au long de la vie
- Encourager la bienveillance managériale, source de confiance
- Veiller sur la qualité de vie au travail, source de bien-être et d'équilibre

- Faciliter en permanence le dialogue social, source de progrès social
- Bénéficier des avantages proposés par le Comité Social et Economique (CSE)

Cette politique sociale est au service de la qualité d'accueil. Elle se traduit par une « charte de la bientraitance et des valeurs partagées » qui est signée par tous les salariés de la petite enfance.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année 2025, le montant global du soutien financier de la Ville pour le projet de l'association dans le champ de la petite enfance sur l'établissement « Henri Salvador » s'établit à 178 000 €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de l'avenant (et en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.
 Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.

- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

Le présent avenant est conclu du 1^{er} février 2025 au 31 décembre 2026.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

La Directrice Générale de
Mutualité Française Grand Sud

Michaël DELAFOSSE

Hélène CLUET

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrag e	Indicateurs associés	Valeurs cibles	
				2025	2026
Guichet Unique : attribution des places		Février 2025	% des familles	100%	100 %
Crèche Biophilique	Faire rentrer la nature dans la crèche	Avril 2025	Nombre d'actions en lien avec la nature dans la crèche	5	10
	Jardinage et exploration sensorielle	Avril 2025	Actions	8	8
	Entrer dans la démarche Ecolo crèche®	Janvier 2026	Formations et autodiagnosti c		3
	Production de repas sur place avec 30 % de produits BIO	Février 2025	% de produits BIO et % produits durables	30 % et 50 %	30 % et 50 %
Prévention de la promotion de la santé	Actions de prévention auprès du public accueilli à la crèche	Sept 2025	Stand ou réunion	2	2
	Santé de l'enfant : suivi vaccinal, prévention maladie infantile	Sept 2025	Nombre d'actions individuelles/ an	90	90
Soutien à la parentalité	Soutenir et accompagner toutes les parentalités	Avril 2025	Nombre d'actions/an pour les parents	3	4
	Mise en avant des compétences des parents	Sept 2025	Nombre d'actions individuelles/ an	2	2
L'Art d'expérimenter	Activités artistiques avec des éléments naturels	Sept 2025	Nombre d'enfants participants	70	70
	Penser la ville à hauteur d'enfant : Festival	2025	Nbre de participation de la crèche	1	1
	Construire une fresque picturale	Sept 2025	Quantité de fresques	1	1

ANNEXE 4 : LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement Henri Salvador / Année 2025

Comptes prévisionnels - Année 2025 en K€					
CHARGES			PRODUITS		
	Alimentation, boisson	0		Participations des familles relevant du régime général (enfant 0-5 ans révolus)	156
	Fournitures entretien, pharmacie, couches	22		Participations des familles issues d'autres régimes (enfants 0-5 ans révolus)	
	Eau-Gaz-Electricité	37		Participations familiales (ou participations des usagers) non déductibles de la PS	
	Petit équipements	0		Autres	
	Fournitures éducatives/pédagogiques	10		Prestation de service PSU de la CAF	886
	Fournitures administratives	1	70	PRODUITS DE FONCTIONNEMENTS	1 042
	Autres: Divers, animation et activités	13		Subventions et prestations de service versées par l'Etat	
				Subventions et prestations de service régionales	
60	ACHATS	83		Subventions et prestations de service départementales	
	Repas fournis par un tiers	162		Participation commune de Montpellier à l'activité	179
	Loyers	0		Participation commune de Montpellier aux forfaits	178
	Entretiens et réparations	23		Montant Bonus Territoire	155
	Assurances	3		Subvention CAF : journée pédagogique	17
	Divers (préciser)	0		Subvention CAF Temps de concertation	7
61	SERVICES EXTERIEURS	188		Subvention CAF Bonus attractivité RH	86
	Personnel extérieur	15		Subvention de fonctionnement PSU autres régimes	
	rémunération intermédiaires et honoraires	14			
	Publicité-Publication, téléphonie, internet	8	74	SUBVENTIONS	621
	Transports d'activité	0	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	
	Déplacement du personnel, mission, réceptions	1	76	PRODUITS FINANCIERS	
	Frais de formation	9	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
	Autres: frais de banques, Cesu...	3	78	REPRISE SURAMORTISSEMENT & PROVISION	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	50	79	TRANSFERT DE CHARGES	
	Taxes sur salaires	0			
	Autres Impôts et taxes	8			
63	IMPOTS ET TAXES	8			
	Rémunération du personnel permanent	894			
	Rémunération du personnel vacataire	0			
	Charges de sécurité sociale	285			
	Autres charges sociales	4			
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 184			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	150			
	Intérêts des emprunts	0			
	Agios	0			
66	CHARGES FINANCIERES	0			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0			
	Dotations aux amortissements	2			
	Dotations aux provisions +GER	0			
68	DOTATIONS	2			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					
	Mise à disposition des locaux			Contrepartie de mise à disposition des locaux	
	Mise à disposition de personnel			Contrepartie de mise à disposition de personnel	
	Autres avantages			Contrepartie des autres avantages	
86	MISE A DISPOSITION GRATUITE		87	CONTREPARTIE MISE A DISPOSITION	0
TOTAL DES CHARGES		1 664	TOTAL DES PRODUITS		1 664

Etablissement Henri Salvador / Année 2026

Comptes prévisionnels - Année 2026 - en K€

CHARGES			PRODUITS		
	Alimentation, boisson	0		Participations des familles relevant du régime général (enfant 0-5 ans révolus)	160
	Fournitures entretien, pharmacie, couches	22		Participations des familles issues d'autres régimes (enfants 0-5 ans révolus)	
	Eau-Gaz-Electricité	38		Participations familiales (ou participations des usagers) non déductibles de la PS	
	Petit équipements	0		Autres	
	Fournitures éducatives/pédagogiques	10		Prestation de service PSU de la CAF	908
	Fournitures administratives	1	70	PRODUITS DE FONCTIONNEMENTS	1069
	Autres: Divers, animation et activités	13		Subventions et prestations de service versées par l'Etat	
				Subventions et prestations de service régionales	
60	ACHATS	84		Subventions et prestations de service départementales	
	Repas fournis par un tiers	166		Participation commune de Montpellier à l'activité	181
	Loyers	0		Participation commune de Montpellier aux forfaits	178
	Entretiens et réparations	23		Montant Bonus Territoire	155
	Assurances	3		Subvention CAF : journée pédagogique	17
	Divers (préciser)	0		Subvention CAF Temps de concertation	7
61	SERVICES EXTERIEURS	191		Subvention CAF Bonus attractivité RH	86
	Personnel extérieur	15		Subvention de fonctionnement PSU autres régimes	
	rémunération intermédiaires et honoraires	14		Subventions et prestations de service départementales	
	Publicité-Publication, téléphonie, internet	9	74	SUBVENTIONS	624
	Transports d'activité	0	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	
	Déplacement du personnel, mission, réceptions	1	76	PRODUITS FINANCIERS	
	Frais de formation	9	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
	Autres: frais de banques, Cesu...	3	78	REPRISE SURAMORTISSEMENT & PROMISION	
62	AUTRE SERVICES EXTERIEURS	51	79	TRANSFERT DE CHARGES	
	Taxes sur salaires	0			
	Autres Impôts et taxes	8			
63	IMPOTS ET TAXES	8			
	Rémunération du personnel permanent	911			
	Rémunération du personnel vacataire	0			
	Charges de sécurité sociale	291			
	Autres charges sociales	4			
64	CHARGES DE PERSONNEL	1207			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	150			
	Intérêts des emprunts	0			
	Agios	0			
66	CHARGES FINANCIERES	0			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0			
	Dotations aux amortissements	2			
	Dotations aux provisions +GER	0			
68	DOTATIONS	2			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					
	Mise à disposition des locaux			Contrepartie de mise à disposition des locaux	
	Mise à disposition de personnel			Contrepartie de mise à disposition de personnel	
	Autres avantages			Contrepartie des autres avantages	
86	MISE A DISPOSITION GRATUITE		87	CONTREPARTIE MISE A DISPOSITION	0
TOTAL DES CHARGES		1683	TOTAL DES PRODUITS		1683

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2025	EAJE « Henri Salvador » : 1,10 € x 162 381 h = 178 619 €	178 000 €	356 619 €
2026	EAJE « Henri Salvador » : 1,10 € x 164 648 h = 181 113 €	178 000 €	359 113 €
Total	359 732 €	356 000 €	715 732 €